



SERVICES TECHNIQUES

☎. 04.74.83.24.42

Fax 04.74.83.32.84

ARRETE	OBJET	DATE
24 - 060 - ST	Arrêté de police et de voirie portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement Boulevard Victor Hugo Du 05 au 08 aout 2024 Réparation fuite sur réseau AEP – VDD	31.07.24

Le maire de LA TOUR DU PIN (Isère),

VU le code de la route et notamment les articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-18, R 411-25 à R 411-28 ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213-1 à L 2213-6 ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I, huitième partie : signalisation temporaire) approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 ;

VU l'arrêté n°2018-335 du conseil départemental formalisant les conditions d'interventions sur les routes départementales en agglomération.

VU la demande formulée en date du 29 juillet 2024 par La Communauté de Commune des Vals du Dauphiné, pour réaliser des travaux sur réseau AEP boulevard Victor Hugo, à La Tour du Pin.

CONSIDERANT que pour permettre le bon déroulement des travaux, il conviendra de mettre en place un alternant de circulation par feux ainsi que route barrée avec déviation du 05 au 08 aout 2024, boulevard Victor Hugo, à La Tour du Pin.

ARRÊTE :

Article 1

La Communauté de Commune des Vals du Dauphiné est autorisée à effectuer des travaux sur réseau AEP boulevard Victor Hugo à l'angle de la rue Paul Durand, à La Tour du Pin, du 05 au 08 aout 2024 de 07h00 à 17h00.

Article 2

La Communauté de Commune des Vals du Dauphiné est autorisée à mettre en place un alternat par feux boulevard Victor Hugo ainsi qu'une route barrée avec déviation rue Paul Durand dans le sens SUD-NORD. La déviation devra se faire par la rue Jean Ferrand puis par la rue de l'Oiselet, à La Tour du Pin, le temps des travaux.

Article 3

La signalisation (panneaux de prescription et d'interdiction) correspondants seront mis en place et déposés par La Communauté de Commune des Vals du Dauphiné dès le début des travaux, avec à chaque intersection citée dans l'article 2, un panneau de déviation.

Article 4

La Communauté de Commune des Vals du Dauphiné devra veiller à installer et à entretenir la signalisation réglementaire de police et de chantier.

Elle devra mettre en place un passage sécurisé pour les piétons et laisser en permanence le passage aux véhicules de secours.

Article 5

La Communauté de Commune des Vals du Dauphiné devra, en cas de découpe d'enrobé, tranchée ou tous travaux impliquant une dégradation temporaire des revêtements de chaussées, trottoirs, bordures etc.. remettre en état avec des matériaux de qualités et couleurs équivalent à l'existant avant la fin des travaux.

Dans le cas contraire, la commune se réserve le droit de ne plus accorder d'arrêté à l'entreprise concernée, de faire effectuer les travaux de remise en état et de les facturer directement à l'entreprise ayant fait la demande d'arrêté.

Article 6

La directrice générale des services, le directeur des services techniques et le chef de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié dans les conditions réglementaires habituelles et transmis au :

- Chef de service de la police municipale
- Gendarmerie Nationale
- Centre SDIS
- La Communauté de Commune des Vals du Dauphiné

- Fait et arrêté en l'Hôtel de Ville de La Tour du Pin, le 31.07.24

Le 2^{ème} adjoint,

Alain Gentils



Acte rendu exécutoire par :

- affichage le :

Conformément aux dispositions du Code des tribunaux administratifs et des cours administratives d'appel, le tribunal administratif de GRENOBLE peut être saisi par voie de recours formé contre les présentes délibérations pendant un délai de deux mois commençant à courir à compter de la date de la publication et/ou notification.

Dans ce même délai, un recours gracieux peut être déposé devant l'autorité territoriale, cette démarche suspendant le délai de recours contentieux qui recommencera à courir à compter de l'une ou l'autre des échéances suivantes :

- date de notification de la réponse de l'autorité territoriale ;
- deux mois après l'introduction du recours gracieux en l'absence de réponse de l'autorité territoriale pendant ce délai.